

Montréal, le 1^{er} février 2024

Conseil d'administration

Président

André Huberdeau, MBA
Consultant en gestion

Vice-président

Alain Courchesne, MBA
Directeur principal
Mouvement Desjardins

Trésorier

Félix Laporte, CPA, CA, OMA
Retraité du milieu municipal

Secrétaire

Louise Guillemette Labory
Retraîtée du secteur des
bibliothèques municipales

Administrateurs

Marie-Ève Gingras
Avocate
Société d'avocats Torys

Jacques Girard

Président
*Association des diplômés
de l'Université de Montréal*

Chantal Lamoureux

Président-directeur général
*Institut québécois de planification
financière du Québec*

Patrick Lutzy

Président-directeur général
TC Média Livres

Alexis Martin

Artiste

André d'Orsonnens

Président du conseil et chef
de la direction
Druide informatique

Marie B. Deschamps

Directrice des affaires corporatives
et des communications
LGS, une société IBM

Michel Rochette

Président, Conseil canadien du
commerce de détail, Québec

Corinne Payne

Directrice générale
Fédération des comités de parents

Jonathan Tessier

Directeur adjoint, Plateformes
partagées d'automatisation
IA Groupe financier

MONSIEUR ERIC GIRARD

Ministre des Finances
390, boulevard Charest Est
Québec (Québec) G1K 3H4

PAR COURRIEL

OBJET : Consultations prébudgétaires — Réduire les écarts de diplomation pour la vitalité économique du Québec

Monsieur le Ministre,

Depuis plus de 30 ans, la Fondation pour l'alphabétisation soutient les adultes et les enfants afin d'assurer le développement de leur capacité à lire et à écrire afin qu'ils puissent participer pleinement à la société. Pour ce faire, la Fondation offre des services directs à la population, notamment grâce à ses deux services d'aide, d'écoute et de référence : Info Apprendre, qui permet de diriger les adultes qui en font la demande vers les meilleures offres de formations au Québec, et Info-Alpha, qui est dédié aux adultes éprouvant des difficultés en lecture, en écriture et en calcul. La Fondation déploie également le programme de prévention *La lecture en cadeau*, qui connaît un important succès année après année. Enfin, la Fondation finance également des études qui s'attardent aux enjeux de littératie au Québec, [telle qu'AlphaRéussite 7](#) abordant l'incidence de la structure scolaire et collégiale sur la littératie des régions ou [AlphaRéussite 6](#) estimant un indice de littératie en fonction des territoires et des MRC au Québec.

Dans le cadre des consultations prébudgétaires, la Fondation pour l'alphabétisation souhaite vous partager de nouvelles données concernant l'écart de diplomation entre les filles et les garçons au Québec, ainsi qu'entre les garçons du Québec et ceux de l'Ontario. Les résultats de cette étude sont fort préoccupants sachant que des lacunes en littératie éprouvées par des élèves n'ayant pas terminé leurs études postsecondaires laissent présager une contribution plus faible à la vitalité économique du Québec, ainsi qu'une précarité financière plus importante.

En effet, réduire l'écart de diplomation entre les garçons et les filles permettrait d'amoinrir la précarité économique des Québécois. Entre 2018 et 2019, seulement 69 % des garçons obtenaient le diplôme d'études secondaires dans les délais prévus comparativement à 81 % chez les filles. Cet écart de diplomation de 12 % entre les genres nuit directement à la santé économique du Québec.

De plus, il est impératif de rattraper le retard du Québec envers l'Ontario lorsqu'il est question du taux de diplomation des études postsecondaires. En 2018-2019, le taux d'obtention du diplôme d'études secondaires dans le délai prévu, tel que

compilé par Statistique Canada, s'établissait à 75 % au Québec comparativement à 83 % en Ontario, soit un écart de 8 points de pourcentage. C'est d'ailleurs au Québec que le taux d'obtention du diplôme d'études secondaires est le plus faible parmi les provinces canadiennes.

Concrètement, si le Québec réussit à rattraper l'écart de diplomation secondaire avec l'Ontario, c'est plus de 27 000 emplois demandant des qualifications plus spécialisées qui seront créés. Plus encore, les données étudiées par l'économiste Pierre Langlois laissent présager que rattraper l'écart de diplomation avec l'Ontario aurait un impact de 2,4 milliards de dollars annuellement sur le PIB du Québec en plus d'injecter 800 millions de dollars de revenu disponible au sein des ménages québécois. Ce sont des retombées économiques et sociales fortement significatives qui doivent être considérées à la veille du dépôt du prochain budget.

La Fondation pour l'alphabétisation, basée sur une mise à jour de ses études et d'une collaboration étroite avec ses partenaires socio-économiques, a formulé plusieurs recommandations faisant office de demandes prébudgétaires. Vous trouverez les recommandations au sein du mémoire en annexe. Répondre positivement à ces demandes permettrait de faire un pas dans la bonne direction lorsqu'il est question de la réduction de l'écart de diplomation observée entre les filles et les garçons québécois, puis entre le Québec et l'Ontario.

Financer davantage les initiatives, les programmes et les organismes d'alphabétisation afin d'investir dans la réussite scolaire des élèves québécois, et plus particulièrement celle de nos garçons, c'est investir dans tout le Québec.

En vous remerciant vivement de prendre connaissance de notre mémoire, ainsi que de nos recommandations, nous vous prions de recevoir, Monsieur le Ministre, nos salutations les plus sincères.



L'enjeu de la diplomation des garçons au secondaire : impacts sur la littératie au Québec

Analyses et recommandations dans le cadre des consultations prébudgétaires 2024-2025 du ministère des Finances du Québec¹

A- Introduction

Lors de la mise à jour budgétaire du gouvernement du Québec, en novembre 2023, le ministère des Finances (MFQ) rendait public *Accroître le potentiel du Québec*, un fascicule ciblant plusieurs mesures et actions gouvernementales dont l'objectif était de dynamiser l'économie. Le MFQ, avec la contribution de plusieurs organisations économiques et institutions financières, souhaite travailler à réduire l'écart de niveau de vie, mesuré par le PIB par personne, entre le Québec et les différentes juridictions nord-américaines.

La formation et l'éducation sont considérées par le MFQ comme des outils de premier ordre pour soutenir le développement économique du Québec. En ce sens, *Accroître le potentiel du Québec* rappelle certaines données comparatives interprovinciales qui montrent l'écart qui reste à combler afin de miser sur un système scolaire performant et inclusif. En 2018-2019, le taux d'obtention du diplôme secondaire dans les délais, tel que compilé par Statistique Canada, s'établissait à 75 % au Québec comparativement à 83 % en Ontario, soit un écart de 8 points de pourcentage. Sur ce sujet, le Québec est la province canadienne avec le plus faible taux de diplomation secondaire.

Le portrait de la diplomation s'assombrit davantage en concentrant l'observation des données sur la situation des garçons au secondaire. Le MFQ rappelle que sur la période 2018-2019, seulement 69 % des garçons obtenaient le diplôme d'études secondaires dans les délais prévus, un écart de 12 % avec les filles (81 %). Cet écart de diplomation secondaire mène inévitablement à un écart de fréquentation postsecondaire entre les jeunes Québécois et Québécoises.

Toutefois, l'analyse du MFQ ne tient pas compte de l'impact de cette sous-diplomation des garçons québécois sur le niveau de littératie des individus. Comme le présente le Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA), le décrochage scolaire et la diplomation secondaire terminale mènent à des difficultés en littératie, soit une propension élevée à ne pas atteindre le niveau 3 en littératie. L'atteinte de ce niveau en littératie témoigne de la capacité à comprendre des textes denses ou longs où les tâches de lecture exigent qu'il cerne, interprète ou évalue une ou plusieurs informations.

Les gains importants en littératie, dans les parcours scolaires et postsecondaires actuels, se situent avec la fréquentation collégiale ; soit la douzième année de scolarité. Ainsi, la diplomation professionnelle ou les écoles de métier mènent vers une propension élevée à ne pas atteindre le niveau 3. L'accès à ces formations avant la diplomation secondaire

¹ Étude réalisée par l'économiste Pierre Langlois pour la Fondation pour l'alphabétisation avec la collaboration de son comité de travail AlphaRéussite.

et l'absence systématique de soutien à la littératie dans ces programmes expliquent l'impact défavorable sur la mesure de la littératie au Québec.

B- La scolarité et les impacts sur la littératie

Les résultats québécois au PEICA de 2012 montrent une corrélation directe entre la propension pour un individu à se retrouver sous le niveau 3 et son niveau de scolarité. Les Québécois de 16 à 65 ans, sans diplôme secondaire, se retrouvent sous le niveau 3 en littératie dans une proportion de 85,6 %. Ce taux atteint 65,1 % pour les titulaires d'un DES ou DEP comme scolarité finale.

Avec la fréquentation collégiale, la proportion de répondants sous le niveau 3 chute pour atteindre 40,6 %. Rappelons que les juridictions les plus performantes au chapitre de la littératie (Japon, Finlande, Pays-Bas) ont des résultats similaires aux cégépiens québécois, mais applicables à l'ensemble de leur population.

Dans le cadre de l'étude de la Fondation pour l'alphabétisation, *La littératie comme source de croissance économique* (2018), une modélisation avait estimé les impacts économiques découlant d'un éventuel rattrapage québécois en littératie face aux résultats ontariens. Au PEICA de 2012, l'Ontario supplantait le Québec en littératie par 6,4 points de pourcentage eu égard à la proportion de la population de 16 à 65 ans se retrouvant sous le niveau 3. Comblant cet écart équivaldrait à faire passer plus de 350 000 Québécois au-delà du niveau 3 en littératie. Pour y arriver, la lutte au décrochage scolaire est incontournable.

À cet égard, le MFQ estime que si le Québec rattrapait le taux de diplomation secondaire de l'Ontario (8 % en 2018-2018), l'impact sur le marché du travail serait une hausse de 27 000 emplois demandant des compétences plus spécialisées. Une telle hausse de l'employabilité engendrerait une croissance de 800 millions de dollars du revenu disponible des ménages et une progression de 2,4 milliards de dollars sur le PIB réel du Québec.

La Fondation pour l'alphabétisation estimait en 2018 qu'un jeune travailleur n'atteignant pas le niveau 3 en littératie engendrait une perte potentielle de revenus moyenne de 200 000 dollars à la société québécoise, une évaluation sur la base de la méthodologie de Pierre Fortin (2008). En rattrapant l'écart ontarien en matière de littératie, on estime l'impact économique à 4,9 milliards de dollars sur le PIB québécois.

Bien que le MFQ concentre son analyse des impacts liés à une réduction du décrochage scolaire à la croissance économique ; le développement social est aussi relié à l'amélioration du profil scolaire et du bilan en littératie des Québécois. Plusieurs variables socio-économiques sont corrélées au profil scolaire, telles que l'espérance de vie, les inégalités sociales et la participation citoyenne et démocratique.

Avec l'amélioration du profil scolaire des Québécois, tel que compilé par le recensement canadien, on peut estimer que le taux de répondants sous le niveau 3 en littératie a atteint 47,7 % en 2021, chez les 24 à 65 ans (un gain de 4,2 points en 10 ans).

Or, ces gains sont largement attribuables à l'augmentation du nombre d'universitaires (+4 %) au Québec en lien avec la hausse de l'immigration économique, alors que le pourcentage de personnes sans diplôme ne diminue que de 1,5 % chez les 24 à 65 ans.

C- Le trou de diplomation chez les garçons

En septembre 2022, dans l'étude *Projection de l'indice de littératie au Québec : un progrès qui met en lumière un enjeu important*, la Fondation pour l'alphabétisation relevait que malgré un contexte favorable qui poussait à la baisse le taux de Québécois ayant des enjeux de littératie ; un « trou » de diplomation secondaire s'observait chez les garçons.

Ce trou est essentiellement l'écart de diplomation entre les garçons et les filles du Québec, mais aussi l'écart face aux garçons des autres provinces canadiennes. Cet écart, selon les cohortes annuelles, est de l'ordre de 10 points de pourcentage. En comblant cet écart, ce sont 12 500 jeunes de moins qui auraient des enjeux de littératie.

La sous-scolarisation des hommes et le choix de profession des femmes (2023), de Lacroix, Haeck, Montmarquette et Tremblay, met en relief l'impact du trou de diplomation sur la sous-représentation des hommes dans les universités québécoises.

Bien que cet écart de fréquentation postuniversitaire entre les hommes et les femmes soit important au Québec, le phénomène est présent un peu partout en occident. Au Canada, la population étudiante universitaire est composée à 58 % de femmes.

La présence des femmes universitaires a suivi une croissance soutenue depuis l'après-guerre. En 1951-1952, les femmes représentaient 22,5 % de la population universitaire. Cette croissance s'est déroulée simultanément avec l'augmentation du taux de participation des femmes sur le marché du travail.

Les difficultés des hommes dans le milieu scolaire ne datent pas d'hier. En 1965, Statistique Canada décrivait le portrait scolaire des Québécois. Indépendamment des tranches d'âge de 20 à 65 ans, le décrochage scolaire (primaire et secondaire) y cumulait à plus de 50 %, soit 48,9 % chez 20 à 24 ans et 58,2 % chez les 65 ans et plus.

Tel que l'illustrent Lacroix, Haeck et al., le Québec est désormais plongé dans un état de sous-scolarisation masculine. En 2018, chez les personnes de 25 à 64 ans, les femmes sans diplôme étaient moins nombreuses (9,1 %) que les hommes (13,3 %) et étaient plus nombreuses à détenir un diplôme postsecondaire (59,7 %).

Dans *The homecoming of American college women: The reversal of the college gender gap* (2006), Claudia Goldin (prix Nobel d'économie en 2023) explique un phénomène similaire

entre les garçons et les filles aux États-Unis et ailleurs dans le monde. Goldin avance que l'écart collégial entre les filles et les garçons est similaire à l'écart à la 7^e année du cursus scolaire américain en matière de réussite scolaire. Les origines de la sous-scolarisation masculine seraient donc plurielles et ancrées dans les premières étapes de scolarité.

Au Québec, Lacroix, Haeck et al. (2023) décortiquent les résultats du *Program for International Student Assessment (PISA)* et y identifient un écart dans les résultats entre les filles et les garçons, notamment en ce qui concerne la littératie. Le résultat moyen en lecture en 2018 était de 534 pour les filles et de 505 pour les garçons. Les résultats en mathématiques et en sciences étaient relativement similaires entre les deux sexes. La littératie serait donc l'un des déterminants de différenciation dans la réussite scolaire des garçons et des filles.

L'incidence de structure scolaire et collégiale sur la littératie des régions de la Fondation pour l'alphabétisation (juin 2023) démontre que le parcours de la formation professionnelle pouvait être favorisé, notamment dans les MRC sans offre collégiale. Ce choix d'entamer un diplôme d'études professionnelles aussi tôt qu'à l'âge de 16 ans, par des cohortes scolaires largement composées de garçons, contribue aussi à réduire la fréquentation scolaire postsecondaire masculine.

À l'instar de plusieurs juridictions, un écart existe entre les filles et les garçons en matière de réussite scolaire. Ce phénomène, bien que les comparaisons internationales se butent à des structures scolaires différentes, est particulièrement bien ancré au Québec. Les origines du trou de diplomation sont multiples, mais citons :

- Taux plus élevé EHDAA chez les garçons (24,6 %) que chez filles (13,6 %) — ministère de l'Éducation 2016 — Lacroix, Haeck et al. (2023)
- Retard historique en réussite scolaire entre les deux sexes.
- Faiblesse en littératie chez les garçons (PISA).
- Attrait de la formation professionnelle dès 16 ans.
- Fréquentation scolaire obligatoire jusqu'à 16 ans (comparativement à 18 ans dans certaines provinces canadiennes)

Comblent l'écart de diplomation entre les garçons et les filles (8 à 10 %) permettrait d'augmenter le nombre de garçons diplômés de l'ordre de 40 000 individus sur une génération scolaire de 12 ans, et permettrait à 8 000 à 13 000 hommes de passer minimalement au niveau 3 en littératie.

Au regard de l'ensemble des données présentées, il apparaît clairement qu'investir dans la réussite scolaire des élèves du Québec, et plus particulièrement celle de nos garçons, c'est investir directement dans la santé socio-économique de toute la société. Cela passe par des mesures porteuses et pérennes, telles que celles énoncées ci-dessous, mais également par le soutien à des organismes comme la Fondation qui a pour mission de soutenir les enfants et les adultes dans le développement et le maintien de leur capacité à lire et à apprendre, pour favoriser leur bien-être et leur pleine participation à la société.

D- Recommandations

- **Loi sur la réussite scolaire.** Le gouvernement fédéral américain sous la présidence Obama a fait promulguer, en 2015, la *Every Student Succeeds Act* (ESSA) qui exige des états américains de mettre en place des mesures et actions sur la réussite scolaire. Au Canada, des normes canadiennes en éducation n'existent pas. C'est une avenue à explorer, tout comme de reconnaître le droit à la littératie, comme un droit fondamental au Québec.
- **Stratégie de lecture pour les garçons.** Les retards de littératie des garçons sont quantifiés au PISA (15 ans). Améliorer la lecture des garçons par une stratégie les ciblant expressément devrait être entrepris. Celle-ci devrait inclure l'accès à une lecture qui interpelle les garçons. Un plan d'action provincial pour favoriser l'apprentissage de la lecture et le goût de la lecture chez les garçons devrait aussi être développé.
- **DES avant DEP.** Le parcours menant aux études professionnelles dès l'âge de 16 ans et avant la diplomation secondaire doit être repensé. La formation professionnelle peut suivre la diplomation secondaire à 17 ou 18 ans. Qui plus est, un accompagnement et une mise à niveau en littératie doivent être offerts dans les cursus menant au DEP à l'instar des provinces canadiennes.
- **Agir tôt.** Les ressources spécialisées en orthophonie et orthopédagogie n'ont pas été optimisées et pleinement ancrées dans le réseau public scolaire et de la petite enfance. Les ressources sont temporaires et sujettes à des modifications budgétaires à l'échelle de la province et des établissements scolaires. Ce faisant, des enfants entament tardivement un processus de soutien spécialisé. Des centres de réussite scolaire normés doivent être mis en place dans le réseau scolaire et les établissements et dès la maternelle.
- **Fréquentation scolaire à 18 ans.** Les provinces ayant légiféré pour rendre obligatoire la fréquentation scolaire ont observé une chute du décrochage scolaire. Les régions du Québec qui sont limitrophes avec l'Ontario et le Nouveau-Brunswick sont le théâtre de bilans scolaires fort différents sur des territoires quasi voisins. Les commissions scolaires francophones de l'Ontario observent des taux de diplomation au secondaire de près de 95 %.